



Respect de la terre et agriculture mondiale

Monsieur François Vienne, de par sa responsabilité syndicale, connaît bien les mécanismes qui régissent la politique agricole et les enjeux qui les motivent. Son intervention a été très suivie. Il nous en résume le contenu.

PAR FRANÇOIS VIENNE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COORDINATION RURALE

DÉVELOPPEMENT DURABLE et agriculture durable

C'est le développement en tant que notion économique qui est en crise : nous devons promouvoir l'idée de développement intégral de l'homme. Nous devons témoigner que le développement ne peut être durable que s'il est humain. Le respect de la terre et le développement durable, et plus précisément l'agriculture durable, sont profondément liés : ils devraient s'imposer à nous, chrétiens, tant au nom de notre intelligence, de notre raison, que de notre foi.

Ici comme en règle générale, il n'y a pas d'antinomie entre foi et raison mais, au contraire, un enrichissement réciproque de la raison et de la foi, permettant de retrouver

une vision de l'homme et de sa place sur la terre selon l'anthropologie chrétienne.

La CR défend une approche pragmatique de l'agriculture durable, qui est fondée sur la responsabilité de l'agriculteur et sur l'observation des faits. C'est une approche cohérente et complète, dans la mesure où elle place l'homme au cœur du système, en y associant l'agronomie, l'écologie, l'économie... Une des clés pour éviter la dérive de la politique agricole est de conserver le lien à la terre : par exemple, un des signes du dérèglement de la PAC (Politique Agricole Commune) est la concentration de l'élevage dans les zones d'importation des aliments du bétail.

Dans notre approche, l'agriculture durable est une agriculture éco-



**LE MOMENT DU REPAS,
UN TEMPS RICHE
D'ÉCHANGES
AU FORUM.**

nomiquement viable et écologiquement saine qui répond à des impératifs de sécurité :

- économiquement viable : elle permet aux agriculteurs de vivre du fruit de leur travail
- écologiquement saine : elle permet aux agriculteurs de préserver l'avenir en évitant des pratiques ayant pour effet de provoquer l'appauvrissement ou l'érosion des sols, de stocker des matières non biodégradables ou de provoquer des pollutions dangereuses pour l'homme et son milieu.
- répondant à des impératifs de sécurité : elle garantit l'approvisionnement en denrées alimentaires à l'ensemble de la population (garantie de quantité pour répondre à la nécessité stratégique d'autosuffisance alimentaire, garanties de qualité sanitaire en fonction des normes du pays ou de la zone envisagés)

LES TROIS GRANDS MENSONGES sur la libéralisation des échanges agricoles

Notre développement actuel repose sur un développement incontrôlé des échanges.

On voit bien aujourd'hui que la mondialisation engendre des dysfonctionnements nombreux. On parle beaucoup

des délocalisations mais on ignore souvent le problème considérable que représente la libéralisation des échanges agricoles pour les agriculteurs de tous les pays, et notamment pour ceux des pays pauvres. Il y a beaucoup de mensonges sur cette question

► La libéralisation des échanges agricoles, facteur mécanique de prospérité mondiale ?

Le premier et principal mensonge est de tenter de faire croire au monde entier que cette libéralisation sera un facteur de prospérité pour tous, spécialement pour les pays pauvres. C'est méconnaître gravement – et nous disons même intentionnellement – que le premier besoin des pays en voie de développement est de protéger leur agriculture des méfaits de ce commerce mondial qui se fait à des prix dérisoires venant concurrencer leurs productions vivrières.

Ce qui n'est pas bon pour les paysans africains est également mauvais pour les paysans européens : C'est pour cela que la CR a inventé le terme d'exception agricole à l'OMC, en référence à l'exception culturelle. Donc ce n'est pas une position égoïste ou idéologique : c'est une position fondamentale, qui est d'abord fondée sur l'observation des faits, puis sur un grand nombre d'arguments stratégiques, économiques, sociaux et philosophiques.

► La libéralisation des échanges agricoles, nécessité pour les consommateurs ?

Le deuxième mensonge, est de faire croire aux consommateurs des pays riches, par exemple à nous les européens, que cette situation est positive car elle nous permet d'acheter des biens alimentaires à bas prix.

Il est vrai de dire que les agriculteurs ont, depuis des années, largement contribué à diminuer la part des dépenses alimentaires

dans le budget des ménages, de 45 % environ en 1945 à près de 15 % aujourd'hui (avec seulement 16 % de ces 15 % pour les produits bruts, soit 2,4 % pour l'agriculteur). Les agriculteurs ont ainsi rendu un service éminent à la société, en permettant qu'une considérable part du budget des ménages, traditionnellement consacrée à l'alimentation, puisse être aujourd'hui et demain consacrée à de nouvelles dépenses.

Néanmoins, dans le raisonnement que l'on fait, on oublie souvent de rappeler que le consommateur est aussi souvent un contribuable, qui paye des impôts dont une partie finance le budget européen qui est consacré, pour plus de 50 % des dépenses, à financer la PAC, Politique Agricole Commune, qui coûte 43 milliards d'euros par an et qui verse une aide aux agriculteurs dans la mesure où leur prix de vente, calculé au prix mondial, est insuffisant pour les faire vivre (et souvent en dessous de leur prix de revient). C'est comme si on calculait les salaires français sur la base d'un salaire mondial...

Il faut aussi souligner une distorsion alarmante, en France, entre l'augmentation des prix à la consommation (+20 % en 10 ans) et celle des prix agricoles (-17 % sur la même période). Ces chiffres traduisent un rapport de force brutal et inacceptable, qui opère unilatéralement en faveur des secteurs de la transformation et de la distribution. Certes, ces secteurs doivent réaliser de la valeur ajoutée, mais il est notable qu'en ne répercutant pas aux consommateurs la baisse des prix agricoles, ils conservent cette marge de manœuvre totalement à leur profit.

Rien ne justifie pourtant que le secteur agricole ne puisse fonctionner comme tout autre secteur économique. Contrairement à ce que l'on nous affirme depuis des années, la revendication que porte notre syndicat depuis sa création est réaliste : il suffirait d'augmenter le prix de la baguette de pain de 3 centimes d'euro au profit des

Échos du forum...

« Le forum m'a montré qu'il était possible d'être chrétien dans son travail. »

Un ingénieur agro-alimentaire

agriculteurs - ou de récupérer 3 centimes d'euros de gain de productivité sur l'ensemble de la filière - pour doubler le prix du blé et supprimer les aides agricoles aux producteurs concernés. Le même schéma peut se décliner dans toutes les productions : qui osera affirmer que ce scénario est impossible quand on sait que le prix du pain augmente régulièrement, que l'on songe au passage du franc à l'euro en janvier 2002 ou aux différentes augmentations du pain depuis 2 ans et demi, qui se sont traduites à chaque fois par des hausses de 3 à 5 centimes d'euro de la baguette ?

des marchés agricoles qui sont par nature extrêmement volatils.

Ce raisonnement occulte donc dangereusement la notion de souveraineté alimentaire qui est une notion que chaque continent devrait défendre, et notamment l'Europe. On aurait vraiment tort d'oublier une notion aussi essentielle que celle de la souveraineté alimentaire : que l'on y songe bien, le seul besoin vital de l'homme est de se nourrir.



CARREFOUR ANIMÉ PAR TERRE FOI

► La libéralisation des échanges agricoles favorise une dangereuse spécialisation agricole des pays

On veut nous faire croire que cette spécialisation est un bien en tenant le raisonnement suivant : les marchés agricoles étant considérés comme mondiaux, la libéralisation des échanges permettrait à chaque pays d'être le mieux disant pour une production concernée. Ce troisième mensonge est de faire croire que la spécialisation est un bien. Or c'est une erreur économique et, dans le domaine agricole, c'est même une erreur majeure car on oublie que l'indépendance alimentaire fait partie de la stratégie d'un pays. Si l'on n'y prend pas garde, nous pouvons devenir rapidement dépendants

CONCLUSION

Notre devoir et notre responsabilité sont de regarder la situation avec lucidité afin de comprendre où se situent les enjeux. A cet égard, l'agriculture est une sorte de baromètre car à voir la place que notre civilisation accorde aux agriculteurs, on mesure que celle-ci est bien malade.

Mais il faut aller au delà du constat et nous mobiliser car nous avons des raisons d'espérer : la moitié de la population mondiale est constituée de paysans. Le monde aura toujours besoin de se nourrir et il ne pourra pas indéfiniment mépriser ses agriculteurs et se priver de 3 milliards de consommateurs.

Chacun de nous, en tant que consommateur, contribuable et citoyen, peut s'informer et informer son entourage sur le fait que l'agriculture est une des clés du développement du monde

La vérité et la vie finissent toujours par triompher : il faut avoir confiance en l'homme et se battre contre tous les systèmes qui l'instrumentalisent en lui interdisant de déployer ses capacités de manière responsable. Il est urgent d'entrer dans une dynamique de vie et de développement : c'est ce projet que tous les agriculteurs du monde souhaitent servir car ils ont en commun l'amour de la terre, matrice de la vie

Voilà pourquoi l'agriculture, qui est aujourd'hui un domaine sinistré de notre planète, peut devenir la chance de notre civilisation ! ▲

J'aime la Terre

Moi, j'aime beaucoup la Terre,
Des petits cailloux à la cime des arbres.

Quand je vais à la mer,
Je pense à la Terre.

Quand je respire l'air,
Je pense à la Terre.

Et tout ça, grâce au Seigneur,
Que j'aime de tout mon cœur.

J'aime aussi le Monde
Qui est une boule ronde.

Et j'aime l'univers,
Tout autour de la Terre.

Myriam

